

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/56
11 septembre 2003

(03-4826)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

MAURITANIE

Déclaration de S.E. M. Isselmou Ould Abdel Kader
Ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes vives félicitations pour votre élection à la présidence de cette session et d'exprimer nos sincères remerciements au peuple et au gouvernement mexicains pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse dont nous sommes l'objet.

Mon pays se réjouit de l'aboutissement du processus d'accession du Cambodge et du Népal et leur souhaite la bienvenue à l'OMC.

Chaque nouvelle accession renforce l'universalité de notre organisation. Il s'agit en l'occurrence d'une première qui mérite d'être particulièrement saluée, ces deux nouveaux membres étant les premiers pays les moins avancés à franchir cette étape depuis 1995.

Pourtant aucun groupe de pays n'a autant besoin de l'appui et de l'assistance de la communauté internationale que les PMA à cause de leur vulnérabilité et des contraintes structurelles auxquelles ils font face.

Il y a bientôt 22 ans que plusieurs Chefs d'État et de gouvernement se sont réunis dans cette ville qui nous accueille aujourd'hui, pour réfléchir sur les voies et moyens de renforcer la coopération internationale et de favoriser le développement.

Cette rencontre avait alors suscité de grands espoirs mais elle n'a débouché finalement que sur un résultat insignifiant.

Aujourd'hui, à Cancún, ce ne sont pas quelques dirigeants qui sont réunis ici, mais 146 États liés par l'Accord de Marrakech stipulant que le commerce doit être mis au service du relèvement des niveaux de vie, du plein emploi et de l'expansion de la production en tenant compte des besoins des pays en développement et, en particulier, les moins avancés d'entre eux.

Or cet engagement reste encore à concrétiser, ce qui est dû essentiellement au fait que le système commercial multilatéral demeure bâti sur des règles inéquitables. Il en résulte que ce système, au lieu de contribuer à résoudre les problèmes et difficultés des États les plus faibles, accentue gravement leur marginalisation.

Nous avons tous reconnu cette réalité à Doha en mettant le développement au centre de l'actuel cycle de négociation mais, dans les faits, cette dimension n'a guère été prise en compte de manière évidente.

En conséquence, il nous incombe en cette cinquième Conférence, de réitérer clairement et solennellement cet engagement commun afin de nous assurer que les résultats de ce cycle

contribueront effectivement au développement économique et social des pays du Sud ainsi qu'à leur intégration dans le système commercial multilatéral.

En effet, l'expansion du commerce ne saurait constituer une fin en soi et n'aurait d'intérêt que si elle contribuait au progrès économique et social et à l'éradication de la pauvreté.

Nous nous réunissons ici dans le cadre de l'OMC mais nous sommes tous membres de l'Organisation des Nations Unies et liés à ce titre par les objectifs de développement du millénaire. Il en résulte que nous pouvons apporter une contribution significative à la réalisation de ces objectifs, comme l'a bien souligné M. le Directeur général dans sa déclaration d'ouverture, en mettant le commerce au service du développement.

Les objectifs poursuivis par l'OMC doivent être en harmonie avec ceux définis à New York, Monterrey et Johannesburg et prendre suffisamment en compte les besoins et les intérêts des pays en développement ainsi que la nécessité de faire pleinement bénéficier ces derniers des avantages de la mondialisation.

Chacun d'entre-nous est à la fois conscient et préoccupé par la lenteur du processus engagé à Doha, en particulier par le non-respect des échéances fixées sur différents sujets. Même la question cruciale de la propriété intellectuelle et de la santé publique – quasiment réglée à Doha – n'a pu être réellement résolue que depuis quelques jours seulement.

C'est dire que nos présentes assises ne sont pas une simple réunion d'examen à mi-parcours du processus lancé par la quatrième session mais une étape importante qui doit, par des indications précises et des signaux forts, donner un nouvel élan au processus en cours.

En réalité les orientations qui seront définies à Cancún détermineront si, oui ou non, le calendrier fixé à Doha peut être respecté.

À cet égard, le traitement positif de certaines questions importantes telles que celles liées à l'agriculture, à l'accès aux marchés et à l'initiative sectorielle sur le coton que mon pays soutient fermement, pourrait avoir un impact significatif sur le cours des négociations.

L'adoption de mesures concrètes par notre présente rencontre, contribuera assurément à l'instauration de la confiance dans une conjoncture plutôt morose de l'économie mondiale et à l'apaisement des craintes de ceux qui, à juste titre, dénoncent les dérives possibles d'une mondialisation non orientée vers la prise en compte des aspirations légitimes des peuples.

C'est affirmer en conclusion que cette conférence de Cancún devra déboucher sur des résultats concrets permettant à tous les pays du monde, et particulièrement les plus vulnérables d'entre eux, de profiter des potentialités offertes par la mondialisation et contribuant à l'avènement d'un monde plus équitable, plus stable et plus solidaire.
